



Indice de Liberté Economique EFI 2021

La Tunisie gagne 9 positions dans le rang mondial

Hajer Mehouchi
Direction Centrale de la
Compétitivité



Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Etudes Quantitatives

**Avril
2021**

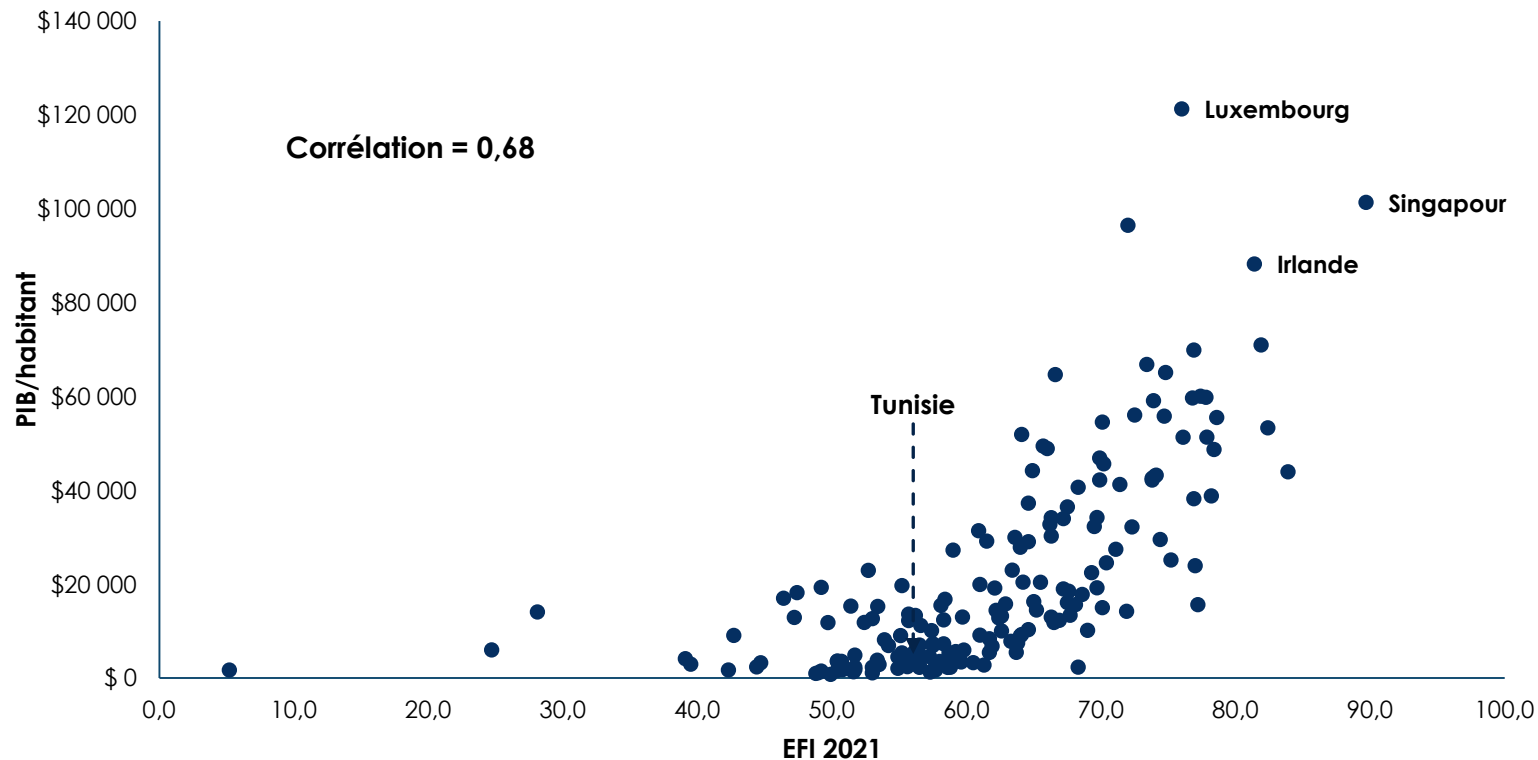
Heritage Foundation a publié en mars 2021 la 27^{ème} édition de son rapport annuel sur l'indice de la liberté économique.

L'Indice adopte une vision globale du principe de la liberté économique en analysant 12 facteurs regroupés dans 4 piliers à savoir :

- l'Etat de droit qui renferme le droit de propriété, l'efficacité judiciaire et l'intégrité du gouvernement ;
- la Taille du gouvernement saisie à travers le poids de la fiscalité, les dépenses publiques et la santé budgétaire;
- l'efficacité réglementaire composée de la liberté des entreprises, la liberté du travail et la liberté monétaire) et
- l'ouverture du marché approchée par la liberté commerciale, la liberté d'investissement et la liberté financière.

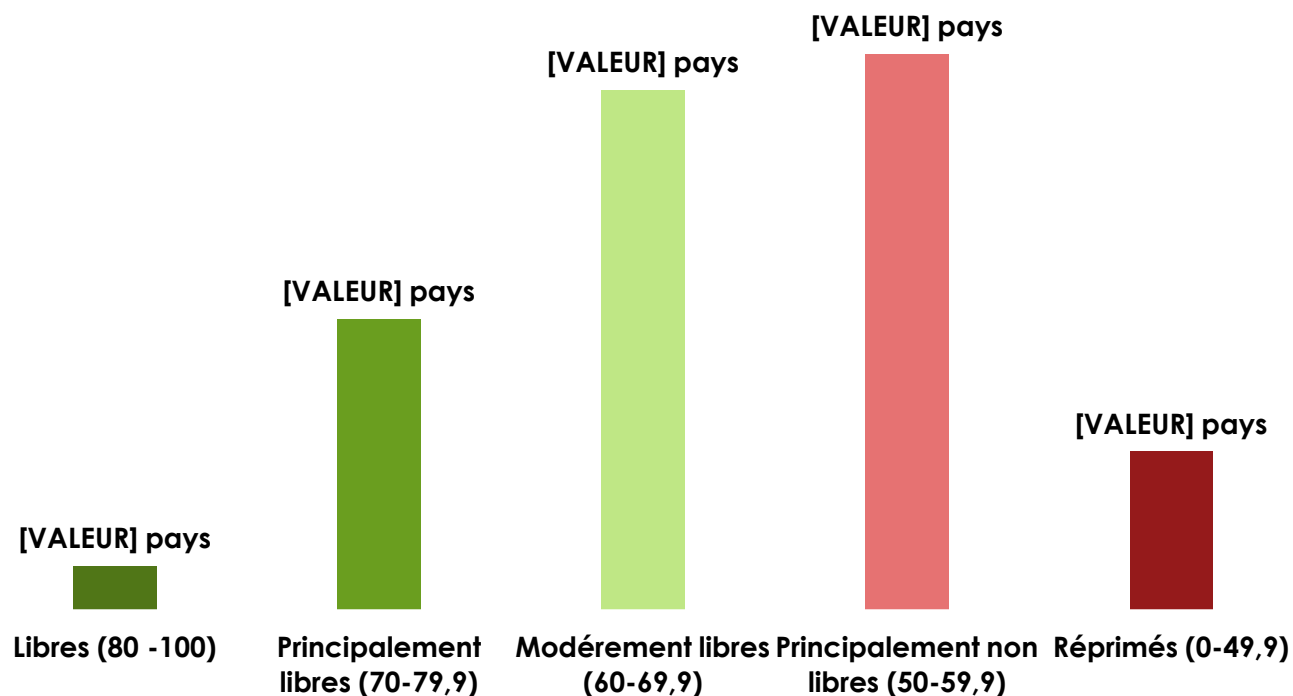
ECONOMIC FREEDOM INDEX 2021

L'Indice de la liberté économique est corrélé positivement avec le niveau du progrès mesuré à travers le PIB/habitant :



PRINCIPAUX RÉSULTATS

- Le rapport a pris en considération l'impact de la crise pandémique mondiale en analysant l'impact de cette situation sur le développement économique de chaque pays et les mesures prises en l'occurrence.
- Le score moyen mondial pour 2021 comme en 2020 est de 61,6 : le score le plus élevé enregistré en 27 ans.
- Amélioration dans la liberté économique de 89 pays sur 178.



PRINCIPAUX RÉSULTATS : TOP PERFORMANCES MONDIALES

Pays	Classement 2021	Score	Variation	Droit de propriété	Efficacité judiciaire	Intégrité du gouvernement	Charges fiscales	Dépenses du gouvernement	Santé budgétaire	Liberté des affaires	Liberté du travail	Liberté monétaire	Liberté des échanges	Liberté d'investissement	Liberté financière
Singapour	1	89,7	+0.3	97,5	90,8						91,5		95,0		
Nouvelle Zélande	2	83,9	-0.2									86,9			
Australie	3	82,4	-0.2												90
Suisse	4	81,9	-0.1												90
Royaume-Uni	7	78,4	+0.5							94,4					
Emirats arabes unis	14	76,9	+0,7				100,0								
Finlande	17	76,1	+0,4			97,2									
Luxembourg	18	76,0	+0,2											95	
Bahreïn	40	69,9	+3,6				100,0								
Afghanistan	146	53,0	-1,7						99,9						
Congo Démocratique	165	49,0	-0,5					96,0							

PRINCIPAUX RÉSULTATS : SCORES PAR PILIER

Etat de droit : Le score moyen est de **49**, ce qui reflète le problème de la corruption systémique des institutions gouvernementales dans de nombreux pays caractérisés par des pratiques telles que le copinage, les pots de vin...etc.

Taille du gouvernement : Le score moyen pour ce pilier est de **72,5** :

- augmentation du taux moyen d'impôt pour les particuliers le plus élevé à 28,8%,
- diminution du taux d'imposition moyen des sociétés le plus élevé à 23,5%,
- diminution de la charge fiscale globale moyenne en pourcentage du PIB : 21,2%,
- diminution du niveau moyen des dépenses publiques à 31,6% du PIB et
- augmentation du niveau moyen de la dette publique brute des pays couverts par l'indice à 59,2% du PIB.

PRINCIPAUX RÉSULTATS : SCORES PAR PILIER

L'efficacité réglementaire : Le score moyen est de **66,1** :

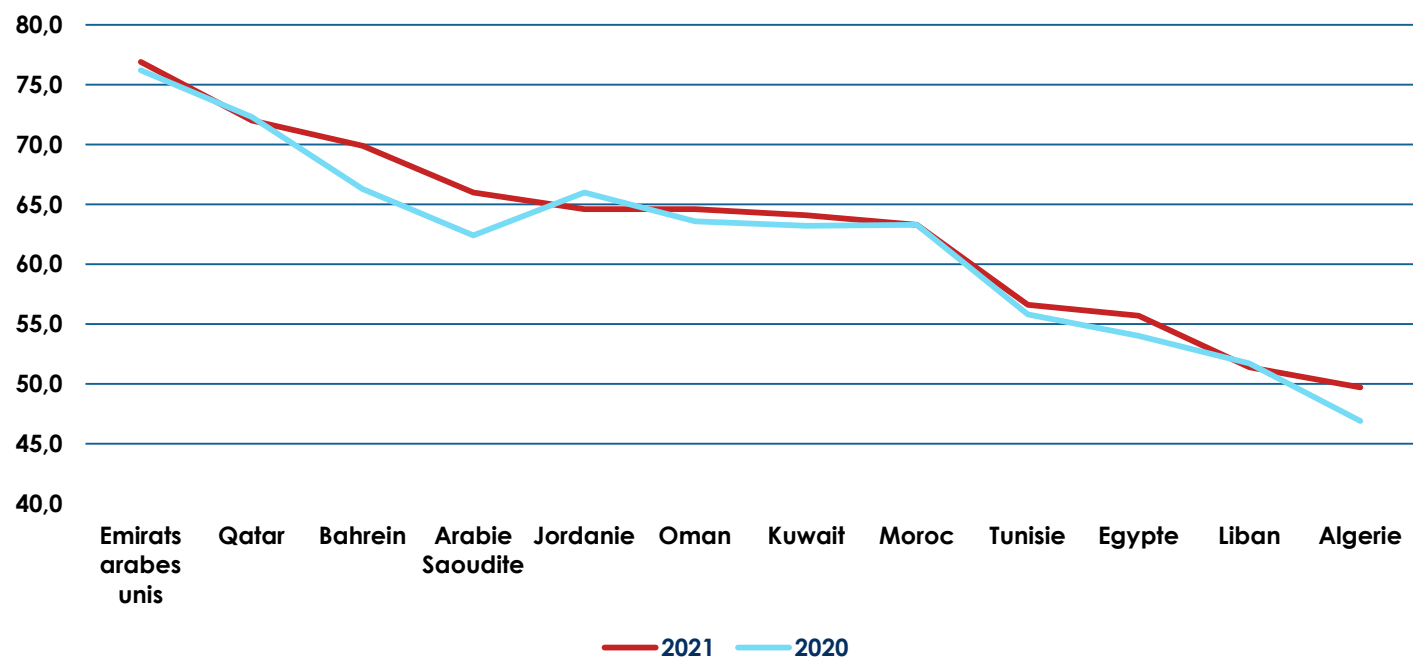
- les scores mondiaux de l'Indice pour « la liberté des affaires », « la liberté du travail » et « la liberté monétaire » sont presque inchangés → un manque global d'amélioration au niveau mondial dans les gouvernements où l'Etat contrôle la prise de décision des entreprises.

L'ouverture du marché : Le score moyen est de **59,63** :

- Recul au niveau de « la liberté du commerce » : le taux de tarif moyen pondéré appliqué par le commerce mondial est passé de 6,1% à 7,6%.
- « La liberté d'investissement » a également diminué : de nombreux pays favorisent l'investissement sectoriel plutôt que l'ouverture générale du marché.
- Le score global de « la liberté financière » en baisse → une intervention excessive des gouvernements dans le secteur financier.

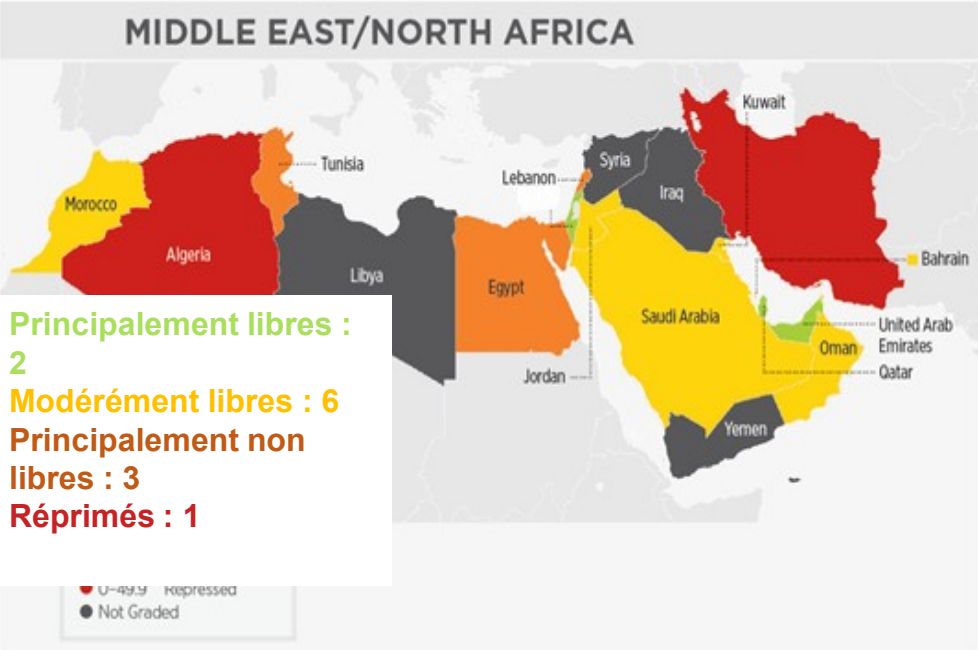
MONDE ARABE

Les Emirats arabes unis (14^e) à la tête du classement du monde arabe avec une amélioration au niveau du score par rapport à l'année 2020 (76,9 contre 76,2), suivi par le Qatar (31^e) dont le score a accusé une légère baisse (72,0 contre 72,3). Le Bahreïn (40^e) et l'Arabie Saoudite (63^e) ont vu leur indice de liberté économique augmenter par rapport aux niveaux enregistrés en 2020.



MONDE ARABE

12 économies représentant le monde arabe :



Indicateurs	Top performances	Score
Droit de propriété	Emirats arabes unis	80,8
Efficacité judiciaire	Emirats arabes unis	81,1
Intégrité du gouvernement	Emirats arabes unis	66,0
Charges fiscales	Emirats arabes unis/Bahreïn	100,0
Dépenses du gouvernement	Jordanie	73,3
Santé budgétaire	Kuwait	99,7
Liberté des affaires	Arabie Saoudite	83,5
Liberté du travail	Emirats arabes unis	81,6
Liberté monétaire	Oman	85,8
Liberté du commerce	Bahreïn	83,6
Liberté d'investissement	Bahreïn	75,0
Liberté financière	Maroc	70,0

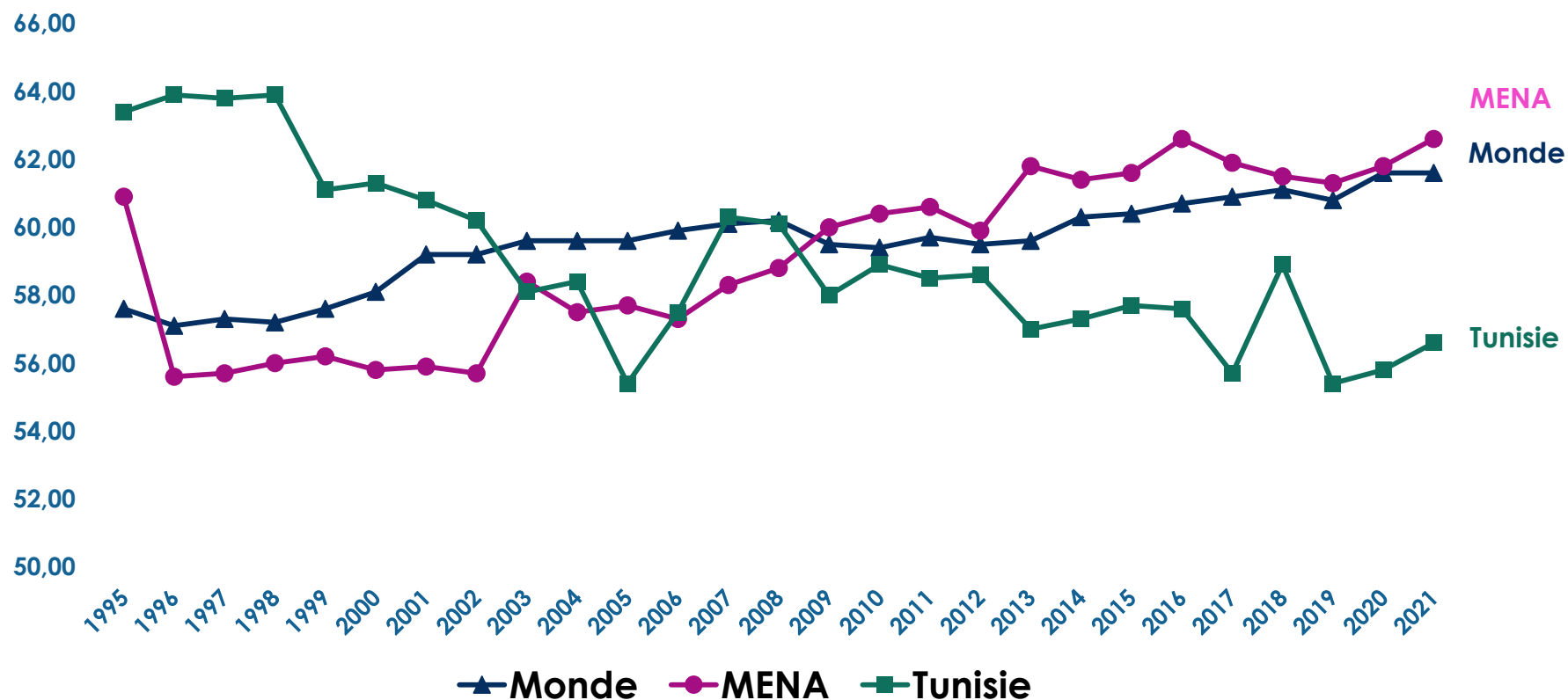
MONDE ARABE

- La région a toujours été caractérisée par des vulnérabilités économiques, politiques et sécuritaires, que les gouvernements ont souvent tenté de résoudre avec des subventions et des prêts externes coûteux.
- L'instabilité dans la région est due, en partie, aux bouleversements et conflit sociaux découlant des demandes des citoyens pour plus de liberté surtout pendant la dernière décennie.
- Le Bahreïn est l'un des pays les plus améliorés de la région cette année où la liberté économique a rebondi. Le pays est maintenant sur le point de revenir dans les rangs des «Principalement libres».
- Après une baisse durant dix ans, le score de liberté économique de l'Algérie a également augmenté. Le pays reste «Réprimé» mais très proche du seuil d'un classement plus élevé.
- L'Egypte a aussi consolidé sa liberté économique en 2021. Toutefois, des insuffisances en matière de dette publique, performance institutionnelle, droits de propriété, efficacité judiciaire et intégrité du gouvernement persistent et doivent être remédiées par le gouvernement.

LA TUNISIE

La Tunisie gagne 9 positions dans le rang mondial (119^e contre 128^e en 2020) et 0,8 point au niveau du score.

Au niveau du monde arabe, la Tunisie est classée 9^e sur 12 pays et son score global est inférieur aux moyennes régionale et mondiale.

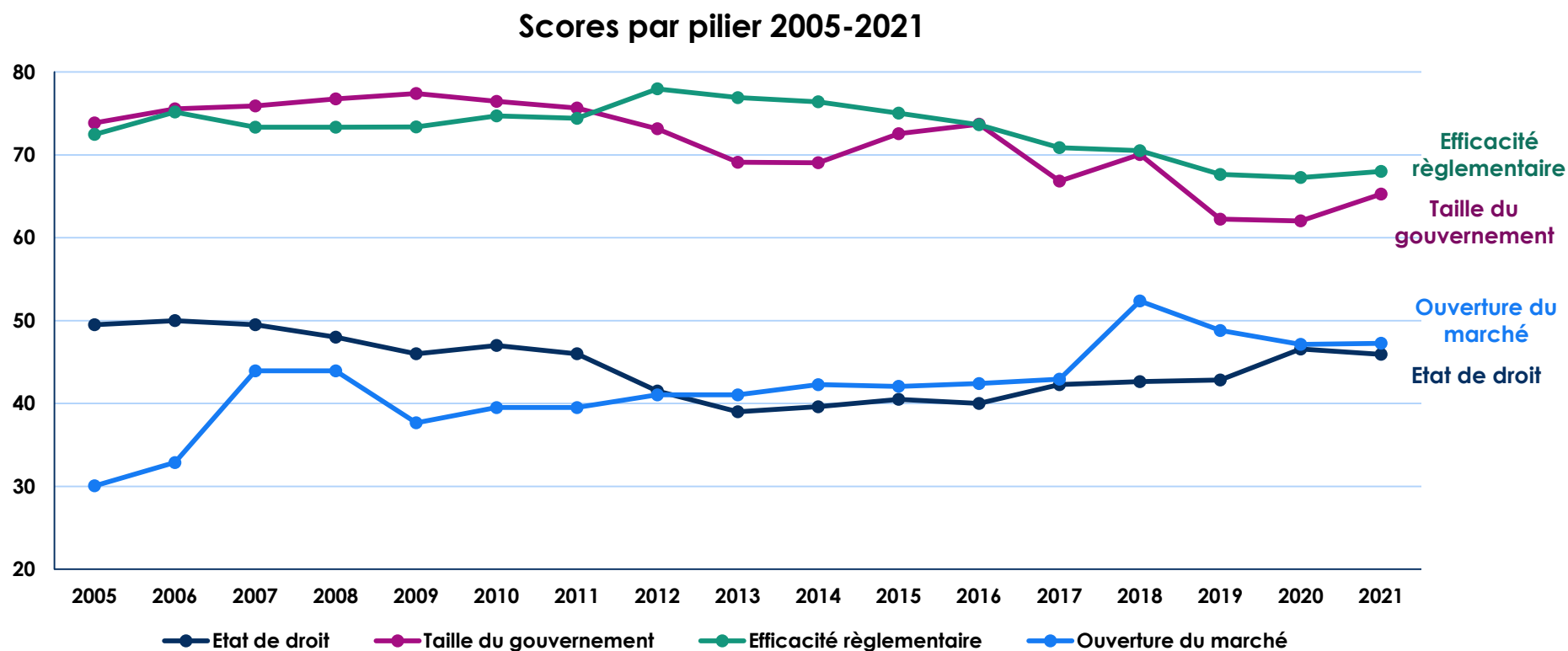


LA TUNISIE - CONTEXTE

- L'économie tunisienne reste dans les rangs des économies principalement non libres et ce, depuis plus d'une décennie.
- Le gouvernement est dans l'obligation de remédier aux lacunes en matière de santé budgétaire, de liberté financière, d'efficacité judiciaire et d'intégrité gouvernementale pour pouvoir rattraper le groupe des pays modérément libres.
- La fragmentation parlementaire a conduit à une instabilité politique qui a freiné les efforts menés pour guider la Tunisie vers une économie davantage axée sur le marché.
- La crise pandémique a approfondi la crise politique et économique et a relevé les insuffisances structurelles et réglementaires.
- La pandémie a dévoilé l'ampleur de la corruption à tous les niveaux et surtout ceux liés à « l'Etat de droit ».

LA TUNISIE

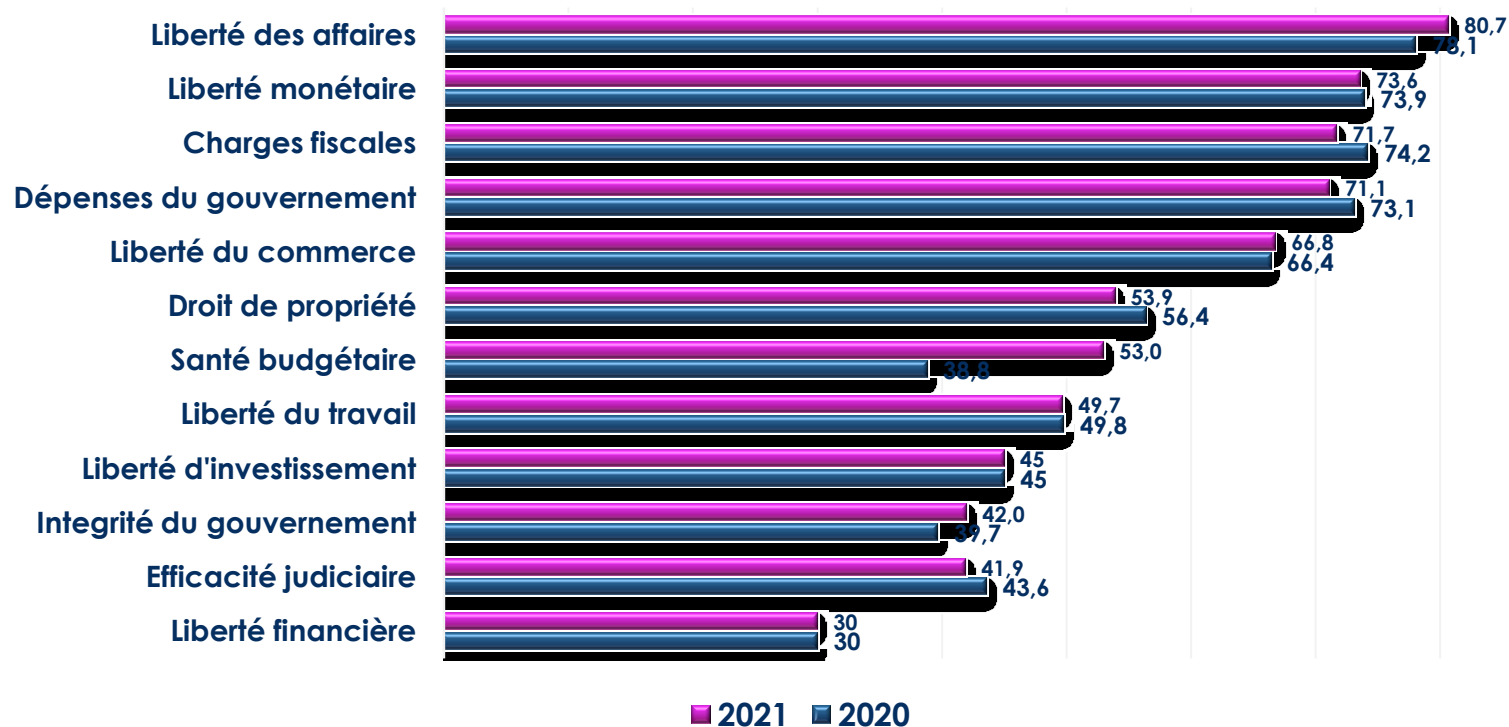
Bien qu'ils ont suivi un rythme descendant depuis 2010 et 2012 respectivement, « La taille du gouvernement » et « L'efficacité réglementaire » sont les piliers les plus performants :



LA TUNISIE

Une amélioration au niveau de 4 indicateurs, un recul dans 6 indicateurs et maintien du score au niveau de 2 indicateurs :

Evolution des indicateurs 2020-2021



LA TUNISIE - PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Etat de droit : Score moyen = 45,93 contre 46,6 en 2020 (-0,67)

- « Droit de propriété » et « Efficacité judiciaire » en baisse.
- Le manque de titres fonciers pour un nombre de terres agricoles est à l'origine d'une faible exploitation de ressources.
- Bien que le pouvoir judiciaire soit indépendant, la réforme judiciaire est au point mort.
- La corruption est endémique à tous les niveaux et touche tous les domaines

Taille du gouvernement : Score moyen = 65,27 contre 62 en 2020 (+3,27)

- Amélioration au niveau de « Santé budgétaire » (+14,2 points)
- Le taux d'imposition le plus élevé sur le revenu des particuliers est de 35% et le taux d'imposition le plus élevé des sociétés est de 25%.
- La pression fiscale globale équivaut à 25,4% du PIB. Les dépenses publiques ont représenté 37,5% du PIB en 2020.

LA TUNISIE - PRINCIPALES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Efficacité réglementaire: Score moyen = 68 contre 67,3 en 2020 (+0,7)

- L'instauration du guichet unique au sein de l'APII a facilité le démarrage d'une entreprise.
- Les frais de création d'entreprise ont été réduits.
- La Tunisie souffre actuellement d'une fuite des cerveaux et de perte de compétences spécialisées.

Ouverture du marché : Score moyen = 47,27 contre 47,13 en 2020 (+0,14)

- La Tunisie a sept accords commerciaux préférentiels en vigueur.
- Le taux tarifaire moyen pondéré en fonction des échanges est de 9,1% contre 7,6% comme moyenne mondiale avec 13 mesures formelles non tarifaires en vigueur.
- Les avantages globaux du commerce restent compromis par d'autres lacunes institutionnelles.
- Le régime d'investissement global manque d'efficacité et de clarté.

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

27, rue du Liban - 1002 Tunis Belvédère - Tunisie

Tél. : +216 71 802 044

Fax : +216 71 787 034

Email : contact@itceq.tn

www.itceq.tn